

DECLARATION de Robert DUVIVIER Délégué Général de

l'UNION REGIONALE PARISIENNE C.F.T.C.

faite au Meeting du 27 Octobre 1960 à la MUTUALITE

au nom des trois organisations syndicales participantes

F. E. N. - Force Ouvrière de la Région Parisienne et C.F.T.C.

Camarades,

Le 6 Octobre l'Union Nationale des Etudiants de France lançait un appel aux Mouvements de jeunesse, aux Syndicats et à toutes les Organisations démocratiques en vue d'unir dans un même élan de fraternité et de solidarité tous ceux qu'inspire un désir sincère de Paix en Algérie. (Lecture de l'Appel de l'U.N.E.F.)

Cet appel a eu immédiatement, dans le Pays, un profond retentissement.

Les Organisations syndicales ouvrières et universitaires : la Fédération de l'Education Nationale, Force ouvrière de la région parisienne et la C.F.T.C. ont répondu favorablement à cette initiative qui ne pouvait les laisser insensibles, elles qui n'ont cessé depuis plusieurs années de multiplier leurs efforts pour que cesse cette guerre absurde et injuste qui ruine l'avenir de la France et entretient un climat de tension dans les relations internationales.

Cette journée du 27 Octobre qui nous réunit aujourd'hui est une nouvelle étape qui s'ajoute aux actions propres à chaque organisation représentée à cette manifestation et aussi aux actions menées dans l'union comme en Mai 1958 et en Janvier 1960. Il n'est pas exagéré de dire que ces actions communes ont évité le pire, ou tout au moins évité le glissement vers un régime plus autoritaire. Mais il reste que la guerre continue et qu'une large et puissante action populaire s'avère aujourd'hui plus indispensable que jamais pour imposer la Paix.

Répondant à l'initiative de l'U.N.E.F, à peu près partout et à la même heure dans tout le Pays, des milliers et des milliers de Travailleurs se portent, avec calme et conviction, à chaque grand rassemblement prévu pour affirmer leur volonté de paix en Algérie par la négociation et l'application loyale du principe de l'autodétermination.

Une autre volonté réunit aussi ces grandes foules populaires celle de sauvegarder ce qui reste de démocratie dans ce pays, celle de refuser toute nouvelle restriction des libertés en attendant de pouvoir les rétablir dans leur plénitude.

Depuis des mois, les syndicats ouvriers, les organisations de jeunes, les universitaires multiplient leurs démarches et proclament leur angoisse en face du drame algérien. Jamais le danger n'a été aussi grand pour l'avenir de la démocratie. Un élargissement de l'action s'imposait pour que de tout le pays s'élève la voix de la grande majorité de ceux qui en ont assez de cette guerre qui entre dans sa 7ème année.

Les syndicalistes universitaires et ouvriers comprennent le désarroi de la jeunesse, c'est la raison de leur appui, de leur soutien à l'U.N.E.F. "pour que la jeunesse puisse sans honte rester dans la communauté nationale". C'est l'honneur des étudiants groupés dans l'U.N.E.F. d'exprimer clairement ce que ressentent plus ou moins confusément les jeunes de notre pays, car ce sont les jeunes qui éprouvent dans leur chair et dans leur conscience les effets directs de la guerre d'Algérie.

Cette guerre, nous en portons tous la responsabilité. De l'indifférence de trop de citoyens dans les années précédentes à l'inquiétude actuelle il y a, certes, un progrès, mais combien insuffisant. A tous ceux qui hésitent encore nous disons avant

.../...

qu'il ne soit trop tard : l'heure n'est plus à la réflexion ou à l'attentisme, mais ayant tout à l'action pour la paix et la défense des libertés.

Ce n'est pas par hasard que les organisations syndicales étudiantes, universitaires et ouvrières se trouvent à la pointe de la lutte pour la paix ; leurs principes d'humanité qui sont à la base de leur volonté d'émancipation et de libération des travailleurs leur imposaient cette mission.

Et puis, les organisations syndicales savent aussi que la guerre d'Algérie hypothèque toute perspective de progrès social et économique :

La stagnation économique - La baisse du pouvoir d'achat - La réduction des horaires - Les licenciements sont autant de motifs sérieux d'inquiétude dont il est vain d'espérer une solution tant que durera ce douloureux conflit algérien.

Indépendants du pouvoir et des partis, les syndicats qui constituent un des éléments essentiels de la démocratie et qui ne peuvent vivre et se développer que dans un régime de liberté sont naturellement au centre du grand courant d'opinion qui a déjà permis en juin dernier l'amorce d'une négociation et qui demain, en se développant, imposera la paix.

A partir de cette grande journée du 27 Octobre, prenons la résolution, camarades, de rester unis et décidés :

- pour barrer la route à l'aventure totalitaire,
- pour défendre et restaurer les libertés.

Pour imposer la Paix par la négociation en Algérie
Pour obtenir les garanties mutuelles de l'application loyale du principe d'autodétermination
Pour assurer la sauvegarde de la démocratie et de ses principes fondamentaux

Voilà le sens de l'appui donné par la F.E.N., par F.O. de la Région parisienne et par la C.F.T.C. à l'appel de l'U.N.E.F.,

Voilà la signification de cette réponse massive et enthousiaste des Travailleurs à ce rendez-vous historique du 27 Octobre 1960.